

<https://www.collectiflieuxcommuns.fr/?973-Les-lieux-communs-de-l-immigration>



Les lieux communs de l'immigration (3/3)

- Documents par thèmes - Analyses -



Date de mise en ligne : mardi 21 mai 2019

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

[Voir la partie précédente](#)

(.../...)

8 – « *L'immigration est un facteur d'émancipation* »

Même si la chose n'est jamais entendue en ces termes, elle sous-tend tous les raisonnements, reproduisant fidèlement le schéma marxiste d'un prolétariat organiquement révolutionnaire, porteur d'une culture visant la fraternité universelle, c'est-à-dire situé du côté du « Bien ».

Ce postulat tout théorique, sinon métaphysique, résiste aussi mal à son énonciation qu'à la réalité des faits : la sociologie de l'immigration, pourtant si complaisante, décrit un imaginaire de l'immigré structuré autour des deux noyaux que sont les valeurs de la culture d'origine et celles de la réussite sociale et économique.

Il n'est pas besoin de développer ces dernières : s'il s'agissait, pour beaucoup d'émigrants au cours du XXe siècle, sinon d'une fuite vitale, au moins de la quête d'une vie décente, c'est plutôt, depuis quatre décennies, l'ascension sociale qui est visée par le processus migratoire, la première légitimant *a posteriori* le second puisque l'échec ne peut que raviver les stigmates de l'exil. Cette logique opportuniste de « *revanche sociale* » [1] faisant de l'immigré un *parvenu international* n'est plus contrebalancée par une culture populaire locale, qui initiait à la vie sociale, et contribue plutôt à laminer celle-ci, ruinant les traditions ouvrières du refus des hiérarchies et de l'arrivisme qui s'in-scrivaient dans une perspective de justice et d'égalité sociale. Quant à la culture d'origine de l'immigré, aujourd'hui sacralisée, il est difficile de percevoir en quoi elle constituerait un gage quant à de quelconques prédispositions à l'émancipation. Mis à part l'internationalisme ouvrier qui a pu bénéficier des flux internationaux de main-d'œuvre, mais *pour s'y opposer* [2], l'immigration n'a, pour le moins, pas redonné souffle aux luttes pour l'émancipation [3]. Elle représente même un facteur central de « *démobilisation* » politique, du fait de son utilisation par le patronat mais aussi parce qu'elle importe des mœurs, des mentalités, des réflexes qui avaient été mis à distance par l'Occident au fil des siècles. Le cas du catholicisme polonais ou irlandais remplissant à nouveau les églises est connu [4], mais le flux d'immigrés en provenance de pays non-occidentaux le poursuit, l'excède et l'approfondit. Et pour cause : l'émigré emporte avec lui toute sa culture politique d'origine, dont une part indéterminée participe à la cause même de son exil. Il s'agit évidemment des pratiques religieuses (islam, néo-protestantisme, animisme...), de l'autoritarisme politique (militarisme, régionalisme, tribalisme, gérontocratie) ou familial (patriarcat), mais aussi du sexisme (mariages précoces, relégation, bannissement, etc) et des pratiques mutilantes qui y sont attachées (circoncision, excision, infibulation), de l'homophobie, de l'antisémitisme, de la xénophobie, du racisme idéologique, du népotisme, du clientélisme, de la corruption ou de la « *culture de la clandestinité* » prédisposant aux engagements maffieux [5], etc. À l'inverse, des éléments prémodernes, comme la socialité traditionnelle, ont sans aucun doute bénéficié aux sociétés d'accueil industrialisées et progressivement atomisées. Mais il est très difficile de ne pas voir que, depuis trente ans, cette socialité s'est surtout manifestée sous la forme de la connivence ethno-religieuse puis, ouvertement, du communautarisme, de l'entrisme, du clientélisme, fragmentant plus encore les collectivités, sécrétant de surcroît une *insécurité culturelle*. Très globalement, le déclin des luttes sociales qui avaient remué le cœur de l'Europe pendant quatre ou cinq siècles n'a, en rien, été contredit par l'immigration, et il n'y a, au fond, pas à s'en étonner [6].

Mais ces deux noyaux de valeurs – culture d'origine et réussite sociale – interagissent évidemment, et d'abord en permettant aujourd'hui, finalement, de « *jouer sur tous les tableaux* » [7]. Car ces deux composantes de la culture immigrée peuvent se compenser, l'une supplantant l'autre qui se trouve entravée, mais aussi, fait nouveau qui se généralise, se *renforcer mutuellement* ; la réussite sociale est alors d'autant plus revendiquée et agressive qu'elle permet une affirmation traditionaliste. Cependant, leur incompatibilité, à la racine même du mouvement d'émigration et qui se révèle peu à peu, ne peut qu'induire un trouble supplémentaire, voire des pathologies qui se rajoutent à

celles du seul exil : conduites d'échec, comportements à risque, délinquance et criminalité [8], radicalisation, complotisme, dépression, paranoïa, schizophrénie, psychose [9]... Pire : le contrôle étatique des populations a, depuis deux siècles, instrumentalisé l'immigration. Face aux mécontentements populaires de voir des immigrés introduire une concurrence inéquitable sur le marché du travail, l'État a instauré une carte d'identité, rapidement étendue à toute la population française dès la fin du XIXe [10]. La constitution de fait, accompagnée ou provoquée, d'un corps étranger au sein d'une population permet au pouvoir d'instaurer un « *ennemi de l'intérieur* » et de légitimer, avec l'accord des populations prises en étau, des régressions jusque-là impensables : les conséquences délétères du triptyque immigration / délinquance / islamisme sont évidentes à tous, mais elles sont en cohérence avec la politique suivie depuis deux siècles. À terme, et aussi pacifiques qu'en puissent être les étapes, l'installation d'une société authentiquement multiculturelle ne peut que sonner le glas de toute tentative de véritable État-providence ou de protection sociale universelle, sinon, évidemment, de toute démocratie digne de ce nom [11].

Que l'immigration soit un facteur d'émancipation n'est possible que dans certaines conditions précises, aujourd'hui disparues, qui concernaient autant l'intensité de la vie sociale et politique de la société d'accueil que des dispositions assimilatrices de l'immigré lui-même. Dans la situation actuelle, l'immigration se présente bien plus comme un facteur de chaos et de régression individuelle et collective, accompagnant le phénomène de tiers-mondisation d'un Occident qui renie ses propres valeurs. Le cas du féminisme est emblématique : alors que l'arrivée de femmes maghrébines aurait pu stopper les dérives postmodernes des luttes pour l'égalité des sexes, la fusion despires a engendré un improbable « féminisme islamique »...

9 – « *L'immigration est bénéfique pour le pays de départ* »

Si les discours sont permanents pour vanter l'intérêt de l'immigration envers le pays accueillant, ceux portant sur les régions de départ, cyniquement, sont bien moins enthousiastes. Les conséquences évidentes de l'exode rural franco-français sur les campagnes sont établies et dénoncées depuis bien longtemps : celles du départ des jeunes actifs des pays pauvres semblent toujours impensées par toutes les belles âmes si concernées par la misère du monde et avides de raisons d'agir.

Et pour cause : si les immigrants ne retournent pas au pays d'origine pour y faire valoir les compétences acquises ou y apporter les investissements nécessaires afin d'a-morcer un « développement » économique auto-entretenu, alors s'enclenche un cercle vicieux qui enferme le pays dans *une dépendance envers* l'émigration. Cette mécanique est connue : l'émigré de passage au pays justifie son exil par une opulence ostentatoire plus ou moins factice, inoculant une mentalité égoïste, vénale et affairiste [12] qui suscite évidemment des candidats au déracinement [13] et provoque une déstructuration profonde des collectivités [14]. Tandis que les couches moyennes désertent peu à peu le vil-lage, la ville, puis la capitale pour rejoindre le continent européen [15], l'argent qu'elles renvoient « au pays » sert essentiellement à y entretenir la gérontocratie, le népotisme, le clani-sme, la corruption et les inégalités, c'est-à-dire tous les obstacles au « dévelop-pement » que, précisément, fuient les émigrés et qui désespèrent ceux qui restent [16]. C'est ainsi que l'Afrique et le Maghreb s'enferment dans une spirale qui fausse tous les rouages de la vie sociale, politique, économique ou culturelle par l'entretien d'États rentiers, sous-productifs, à fortes inégalités et aux multiples conflits endémiques, incapables de s'approprier véritablement les « *secrets de fabrication* » d'un Occident rendu à jamais dominant [17]. Voilà sans doute le pire de ces « *rétro-transferts* » essentiellement négatifs.

Les discours occidentaux transpartisans qui cherchent à « développer » ces pays – essentiellement africains – en espérant ainsi réduire le flux migratoire se trompent deux fois. Une première fois en voulant se substituer au pouvoir autochtone, reproduisant la posture coloniale, alors qu'il s'agit d'un problème *endogène* à un pays, une culture ou une civilisation. Une seconde fois parce que l'émigration ne s'amorce qu'au-delà d'un certain seuil de prospérité, et pas avant, puisqu'il faut un semblant de classe moyenne pour que s'enclenche l'exode. Les « aides au développement », formelles, en provenance d'institutions, ou informelles, issues de l'envoi de devises par les émigrés et qui ne cessent de croître, ne servent, paradoxalement et en définitive, qu'à financer les départs, puisque ne manquent pas tant les investissements initiaux que les structures écono-miques qui permettraient un « décollage

» de ces pays, leur absence renvoyant à des mentalités, des cultures, des anthropologies particulières, profondément ébranlées mais dans l'incapacité de s'auto-transformer [18].

Il n'est donc pas étonnant que les pays concernés encouragent l'émigration, et depuis longtemps [19] : toutes les échelles de pouvoir sont maintenues et consolidées par le départ d'une jeunesse nombreuse et revendicative, les chômeurs et les contestataires étant encouragés à tenter leur chance ailleurs, et une rente migratoire s'installe. L'échec des décolonisations a ainsi inversé les rapports de force et les circuits d'exploitation : c'est l'aboutissement de l'ex-Françafrique [20], des *rackets géopolitiques* des pays qui peuvent jouer le rôle de « verrous » migratoires [21], mais aussi les visées impériales voire franchement coloniales de nombre de pays musulmans qui pensent trouver là une issue historique à une humiliation qu'ils ne font que reconduire.

La mécanique de l'immigration régulière, une fois enclenchée, est un cercle vicieux qui entretient le naufrage des pays et des régions les moins développés. En faisant miroiter à moindre coût le mirage aux alouettes occidentales, les émigrés empêchent de surcroît leur pays d'origine de chercher une solution originale à un « développement » qui dévaste les cultures et les écosystèmes. Prétendre que l'immigration, dans ce contexte, est une solution ou une échappatoire au sous-développement est d'un cynisme sans nom [22].

10 – « L'immigration n'a pas été, n'est pas et ne sera jamais source de problèmes »

Finalement, pour la « Gauche », l'immigration n'est pas un thème politique parce qu'elle ne saurait être, en soi, source de problèmes : tout ce qui pourrait s'y rapporter est automatiquement versé sur le compte des problèmes sociaux, de l'éducation nationale, de la rigidité ou du conservatisme des peuples, des discriminations, etc.

Pourtant l'immigration telle qu'on la conçoit aujourd'hui est un processus *historique*, né avec le capitalisme industriel. C'est-à-dire qu'elle a une histoire, évolutive, changeante, qui est autre chose que la reconduction éternelle de schémas apparemment établis, et dans laquelle on peut distinguer au moins trois phases. La première, approximativement de 1800 à 1975, montre une immigration de travail, ponctuelle, limitée et assimilationniste, exigeante pour l'immigré comme pour l'autochtone. Depuis 1975, c'est une immigration familiale, continue, croissante, qui ne cherche plus que l'intégration économique, et qu'il est demandé à la population locale de seulement *tolérer*. Depuis, peut-être, les années 2000, l'immigration est devenue de peuplement, massive, communautaire et identitaire, se présentant comme « solution » à des problèmes extérieurs, comme l'effondrement géopolitique des zones musulmanes ou l'explosion démographique africaine, qui n'en est qu'à ses débuts. L'imposition *de fait* d'une société « multiculturelle » somme l'autochtone de *s'adapter*, voire de s'y *intégrer* à son tour, pris dans ce déracinement généralisé, cet exil permanent qui serait devenu une nouvelle condition humaine [23].
Pouvons-nous encore parler « d'immigration » aujourd'hui ou avons-nous affaire à un autre phénomène, qui resterait à nommer ? Car tous les mouvements de populations à travers l'histoire ne sont pas de « l'immigration » telle que l'Europe l'a connue aux XIX^e et XX^e siècles, très loin de là. Et les processus bien moins réjouissants qui lui sont contigus n'en sont séparés que par des différences de *degré*, qui peuvent progressivement en changer la *nature*.

Il faut ainsi rappeler à ceux qui luttent contre le « spectre de l'invasion » qu'une part impressionnante des colonisations ont été initiées par des phénomènes « d'immigration » pacifique et non par le débarquement de troupes armées. C'est le cas emblématique, souvent si contradictoirement employé par les pro-immigration, de la conquête de l'Amérique du Nord par les Européens, où l'on passe en deux ou trois siècles de l'installation de quelques réfugiés protestants débarqués du *Mayflower* à la marginalisation des populations amérindiennes autochtones – processus similaire en Amérique latine ou en Australie. « L'immigration » a été le point de départ de bien des menées coloniales, d'Israël à l'Afrique du Sud ou même à une bonne partie du continent Africain par l'installation d'Européens pêcheurs, commerçants, missionnaires, aventuriers, administrateurs [24]... Et ce schéma n'est évidemment en rien une invention occidentale : il serait même le principal vecteur de changement de peuples,

de langues et de religions dans l'histoire plurimillénaire de l'humanité. C'est, par exemple, l'islamisation de l'Asie du Sud-Est, l'homogénéisation culturelle de la Chine [25], toute l'histoire antique du Moyen-Orient, la généralisation préhistorique de la culture bantoue en Afrique [26], la diffusion de la civilisation indo-européenne et au-delà, sans doute, de la prédominance du mode de production agricole sédentaire et même de la mondialisation du règne exclusif d'*Homo sapiens*... Le paradigme philologique « classique » étant bien entendu la « chute » de l'Empire romain, où les assauts « barbares » n'ont constitué que l'aboutissement de siècles d'infiltration pacifique des peuples du *limes*, pour certains chassés par d'autres, et d'installation bienveillante d'individus, de familles, de clans, puis de formation d'en-claves mitant le territoire parallèlement à l'intégration très poussée d'allochtones, puis d'alliances successives des uns contre les autres, pour finir par un effondrement pur et simple d'une civilisation entière, aujourd'hui de plus en plus présenté officiellement comme une simple « transition » [27].

Plus près de nous, l'établissement de Chinois dans la Sibérie orientale appartient à une stratégie pensée d'annexion future de la région par les autorités chinoises. Un même mécanisme avait été mis en place dans les années 1930 (précédé il est vrai d'un génocide) par le gouvernement bolchevique dans l'est de l'Ukraine, à l'origine des tentatives actuelles de partition du pays. Plus immédiatement, chacun constate avec effroi les pressions diplomatiques de plus en plus agressives de la Turquie d'Erdogan sur l'Allemagne par le truchement de ses émigrés, ou du monde musulman dans son ensemble sur la France et l'Europe. En Afrique (Afrique du Sud, Nigeria ou Côte-d'Ivoire [28]), au Moyen-Orient (Israël, Liban ou Jordanie), en Europe (Suède ou Belgique), l'arrivée de migrants est hautement déstabilisante et génératrice de désordres, de tensions, d'affrontements, de ségrégations, de sécessions, voire de prodromes de guerres « civiles ». L'immigration, même récente et en Occident, est loin d'avoir toujours été ce processus heureux et huilé auquel rêve la « gauche » – elle prend aujourd'hui des formes inquiétantes.

On pourra juger toutes ces comparaisons hors de propos ou outrancières. Mais nul ne dira qu'il s'agit encore « d'immigration » lorsqu'un Marwan Muhammad déclare : « Qui a le droit de dire que la France dans trente ou quarante ans ne sera pas un pays musulman ? Qui a le droit ? Personne dans ce pays n'a le droit de nous enlever ça. Personne n'a le droit de nous nier cet espoir-là. » [29]. Personne non plus ne trouvera de précédent dans les vagues d'immigration récentes à une Houria Bouteldja déclarant qu' « aujourd'hui, il y a encore des gens comme nous qui vous parlons encore. Mais demain, il n'est pas dit que la génération qui suit acceptera la présence des Blancs » [30]. Et ni Marie Curie (origine polonaise), ni Émile Zola (origine italienne), ni Picasso (origine espagnole), ni Charles Aznavour (origine arménienne) ou Isabelle Adjani (origine algérienne) ne se sont jamais réjouis, comme le fait Rokhaya Diallo, que « *La France change de visage, elle change de religion majoritaire, ce n'est pas grave, c'est arrivé de manière successive pendant plusieurs décennies (...) C'est une évolution qui est normale, qui est liée à la démographie* » [31] et ont encore moins affirmé, comme l'écrivent plus succinctement Mehdi Meklat, Badrouddine Saïd Abdallah et Mouloud Achour : « *Nous sommes le Grand Remplacement* » [32].

Prétendre que tous les mouvements de populations sont assimilables à l'immigration intra-européenne telle qu'elle s'est déroulée au cours des deux derniers siècles est une *imposture idéologique*. Les processus actuels sont complexes, pour certains absolument inédits, et l'on ne saurait les rabattre sur le déjà-vu qu'à condition de s'aveugler sur leurs répercussions réelles, tangibles et mesurables. C'est ce à quoi refusent obstinément de se résoudre les tenants de la bien-pensance, sûrs qu'ils sauront tirer leur épingle du jeu *quoi qu'il advienne* – dussent-ils pour cela *émigrer* à leur tour, en toute cohérence cette fois.

Tous ces lieux communs portant sur l'immigration sont au mieux simplistes, souvent ineptes, *mythologiques* de part en part. Ils n'existent que comme points saillants d'une idéologie protéiforme qui découle des positions tiers-mondistes de la « Gauche » anticoloniale des années 1960-70 [33].

Cette idéologie immigrationniste mériterait un examen approfondi. On peut ici, brièvement, en brassant

transversalement les arguments développés ci-dessus, la décrire comme située à l'intersection de trois ensembles idéologiques.

- D'abord celui du libéralisme économique, qui inclut la volonté d'établir un marché mondial du travail, mettant tous les travailleurs en concurrence ; la conception des êtres humains mus par l'appât du gain et n'existant que comme pièces interchangeables d'une machine économique planétaire ; le culte de la croissance, brisant autant les résistances populaires et ouvrières que les cultures collectives fruits d'une longue créativité historique ; la double affirmation paradoxale de l'équivalence de toutes les cultures et de l'accession au niveau de vie occidental actuel comme seul horizon ; la conviction que rien ne saurait arrêter la marche du « progrès » ; etc.
- Ensuite, le sous-ensemble idéologique relevant de la matrice coloniale. Ce point est à la fois étonnant et très cohérent, mais se présente comme la seule manière d'expliquer, chez le défenseur inconditionnel de l'immigration, sa volonté d'entretenir le lien colonial d'asservissement mutuel entre les ex-colonies et la métropole (comme l'Algérie, par exemple) ; son insistance à privatiser les bénéfices du processus colonial comme migratoire et d'en socialiser les pertes [34] ; son fantasme de revitaliser les vieilles sociétés européennes en ayant recours aux « forces vives » « indigènes » ; son mythe du « bon sauvage » irresponsable qu'il faudrait sauver des despotes et roitelets locaux tout en le cantonnant dans son authentique « culture » d'origine [35] ; sa culpabilité narcissique [36] face à tous ces phénomènes dont l'Occident seul serait la cause ; sa certitude, au fond, de la supériorité occidentale que ces grands enfants d'indigènes ne sauraient égaler ; etc.
- Enfin, le noyau imaginaire néo-chrétien, cette « *politique de la pitié* » [37], qui a bien plus à voir avec la question du *salut de l'âme* de son porteur qu'avec celle de l'organisation sociale et politique. La « Gauche » en est réduite à ces « bons sentiments », au seul souci humanitaire immédiat et doloriste quelles qu'en soient les conséquences à moyen terme, à cette fausse charité qui vise hypocritement une fraternité mondiale en dépeignant ses pauvres souffreteux comme des « damnés de la terre » si proches des figures de Che Guevara ou du Christ... Impossible de sous-estimer ce vieux fond religieux omniprésent dans les discours pro-immigration aimantés par une « aide » obsessionnelle qui oublie que tant d'enfers ont été pavés de si bonnes intentions...

Bref. La *politique* de « gauche » concernant l'immigration n'existe pas, à proprement parler : elle ne fait que fournir un succédané de bribes de discours qui garantissent une bonne conscience, la certitude d'appartenir au « camp du Bien » donc, de surcroît, aux classes supérieures, bien au-dessus d'une plèbe supposée éternellement raciste, fermée au monde et avide de populismes forcément criminels.

Terminons par quelques pistes qui, se dégageant de ce qui précède, visent à refonder la question de l'immigration – question en passe de devenir un problème, et même le principal problème [38], qu'aura à affronter l'Occident dans les prochaines décennies.

1 – Il faut, du côté des immigrants, une potentialité d'assimilation. Rares sont ceux qui s'arrachent à leur terroir avec la volonté de devenir français, anglais ou américains. Cependant, durant 150 ans, l'assimilation s'est déroulée à la fois économiquement, politiquement, culturellement, intimement. Ce qui se développe aujourd'hui en Europe relève de bien d'autres dynamiques : le ressentiment anti-occidental actuel, le communautarisme actif, le refus d'intégrer les bases culturelles du pays d'accueil, voire la volonté de revanche postcoloniale ou le projet de conquête font basculer ce que l'on appelle encore « immigration » dans un autre ordre de phénomènes.

2 – Il faut une immigration limitée dans le temps et limitée en masse. Un flux continu agit comme un « rappel

identitaire » pour ceux qui sont déjà installés, lesquels passent de la fonction de « *cellule d'accueil* » à celle d' « *officiers des affaires indigènes* » [39], barrant ainsi la voie à toute assimilation effective. De la même manière, une immigration massive et permanente ne peut que déstructurer profondément la société d'accueil, quel que soit même le degré d'assimilation. Certains avancent aujourd'hui un seuil de 15 % [40].

3 – Les différences culturelles entre société de départ et société d'arrivée doivent être faibles. L'assimilation, globalement réussie, des immigrations antérieures aux années 1950 en France est partiellement due au fait qu'il s'agissait de cultures proches, de souches européennes et souvent catholiques. Il est évident que l'arrivée de Maghrébins présente une configuration fort différente, et sans doute plus encore pour les populations africaines. Le dire n'est certainement pas décréter que toute assimilation leur est barrée – des assimilations ont eu lieu et continuent, localement, de se produire, spectaculairement chez les populations asiatiques – mais elles exigent un effort d'autant plus important et un renoncement d'autant plus douloureux, donc d'autant plus long et intime, à la matrice culturelle d'origine [41].

4 – Du côté du pays d'accueil, l'assimilation est d'autant mieux réussie qu'il existe une culture locale forte. La chose est millénaire [42], évidente et intuitive : le vide occidental actuel oblige les nouveaux arrivants à puiser dans le passé pour trouver un ensemble culturel à intégrer. Cela va de pair avec la richesse et la densité de la vie sociale, et on peut supputer que la force d'intégration de la France pendant un siècle et demi a résidé dans sa vie ouvrière, sa vie collective et son projet politique et social exigeant permettant d'absorber tant de populations différentes. La comparaison avec la désertification actuelle des campagnes et la destruction des grandes villes européennes se passe de commentaire.

5 – Enfin, du côté des pays d'émigration, il faut une absence de renforcement culturel, diplomatique ou économique des liens avec leurs émigrés. Certes, les pays d'émigration ont toujours tiré, à des degrés divers, leur épingle du jeu, mais les processus en cours aujourd'hui donnent une place centrale à leurs calculs de politique intérieure, leur fonctionnement économique et démographique, ou leurs ambitions géopolitiques, changeant la nature d'une immigration qui devient, à son corps défendant, l'avant-garde d'affrontements qui la dépassent largement.

Lieux Communs

Juillet 2015 – octobre 2018

inc_notes_dist